



QUEBEC :

MARDI, 25 JUILLET 1837.

Les journaux de Montréal d'hier, reçus par le Canada, n'annoncent rien d'important. Les dernières nouvelles d'Europe par la voie des Etats-Unis sont encore celles du Havre et de Liverpool du 7 juin, et il n'y en a point par le fleuve de postérieures à celles apportées par l'Emigrant.

"SYMPATHIES ETRANGERES." - "NOS VOISINS DES ETATS-UNIS."

Extrait du Journal of Commerce de New-York. "Nous ne comprenons pas ce que veulent les agitateurs du Bas-Canada sous Papineau. Nous ne voyons pas à quoi ils visent, si ce n'est à l'indépendance, qui est chose impossible, situés comme ils le sont. Quoi qu'il en soit, ils sont passablement audacieux, et le fait, qu'ils peuvent s'emanciper à un tel point sans que le gouvernement les arrête, est une preuve démonstrative qu'ils jouissent d'autant de liberté qu'ils peuvent en demander en conscience. Le gouvernement a usé d'une extrême indulgence envers eux, mais d'après certaines indications nous sommes portés à croire que sa patience est presque épuisée. Si le parti Papineau à quelque secrète espérance de secours de la part des Etats-Unis, il sera désappointé : car outre que sous tous les points de vue il est de notre intérêt de vivre en paix avec la Grande Bretagne, notre territoire est déjà trop vaste, et notre population suffisamment diversifiée. Nous n'entreprendrons pas de croisades comme propagandistes de la liberté, lors surtout que nous savons que ceux qui se prétendent opprimés sont déjà libres."

Extrait du Courier and Enquirer de New-York.

"Les sentiments du peuple des Etats-Unis à l'égard des mécontentements qui existent dans le Bas-Canada, ont été grossièrement falsifiés dans la capitale de l'Angleterre et même dans le parlement britannique, par les partisans des canadiens français, qui est donc de notre honneur national de rétablir la vérité sur ce point." (ici le Courier and Enquirer, pour montrer avec quelle générosité le gouvernement anglais a toujours agi envers les canadiens, entre dans une relation historique des divers changements introduits dans le gouvernement du pays depuis la conquête, et parle de la protection accordée à son commerce, de l'accroissement rapide de sa population, de sa prospérité, etc. Il donne ensuite un aperçu des causes qui selon sa manière de voir, ont donné lieu aux dissensions qui existent entre la population anglaise et américaine d'un côté, et la population française de l'autre. Il donne le tort à celle-ci, ou plutôt à quelques avocats de Montréal et de Québec qui la travaillent, à ce qu'il prétend, dans l'intérêt de leur propre influence politique et personnelle. Il continue ainsi : "Le gouvernement britannique a graduellement accordé toutes les demandes des canadiens français, mais il ne veut pas accorder leur dernière et principale demande, qui est que le conseil législatif soit électif, ce qui jeterait tout le pouvoir législatif entre leurs mains. L'Assemblée, pour contraindre le gouvernement à faire cette concession, a refusé toute allocation pour les employés civils, quoique les revenus dont la couronne disposait dans la province aient été mis à sa disposition sous la condition expresse qu'elle y pourvoierait. "Le parlement impérial, dans toutes les constitutions accordées à la province, a conservé le droit de décider dans les différends qui pourraient s'élever sur l'appel des canadiens français, trois commissaires, des hommes d'un mérite éminent, ont été envoyés d'Angleterre au Canada l'année dernière, pour s'enquérir des circonstances qui ont donné lieu aux difficultés actuelles; leur rapport a été défavorable aux prétentions des canadiens, et en conséquence le parlement a refusé en termes généraux la demande de ceux-ci, et ordonné que les fonctionnaires civils seraient payés à même l'argent accumulé dans le trésor public, et provenant principalement d'un léger droit sur les importations. "Sur la nouvelle de cette décision, le parti français, dont M. Papineau, avocat de Montréal et orateur de la chambre des représentants, est le chef, a tenu des assemblées où l'on a passé des résolutions dénonçant la politique du gouvernement anglais; M. Papineau lui-même parcourut maintenant les campagnes, haranguant les paysans à la porte des églises, et les excitant à la résistance. Nous ne pouvons mieux donner une idée des sentiments qu'on cherche à leur inspirer qu'en reproduisant quelques-unes des résolutions passées à une grande assemblée qui s'est tenue récemment à Montréal. "Ici le Courier and Enquirer cite les résolutions suivantes de l'Assemblée du faubourg Saint Laurent : "Résolu.—Que le parlement britannique, en passant une de ces résolutions, pour s'emparer des revenus de cette province, s'est rendu coupable d'une violation outrageante de nos droits les mieux reconnus; qu'il est d'un devoir impérieux pour nous tous de résister à cette violation par tous les moyens légaux qui sont en notre pouvoir, et que dorénavant nous devons avoir la fermeté d'âme de ne plus avoir de recours à un corps qui s'est déclaré si fortement hostile à nos libertés. "Résolu.—Que, pour l'établissement solide et la préservation de ces libertés, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, sur notre propre énergie et sur la sympathie de nos voisins du continent d'Amérique, et qu'il est de notre prudence de nous préparer aux difficultés que nous pourrions rencontrer, par des habitudes de stricte économie dans nos dépenses personnelles, par nos efforts à promouvoir l'éducation, l'agriculture, l'industrie, les manufactures et le commerce dans cette province. "Résolu.—Que, lorsque les revenus de cette province sont dilapidés pour satisfaire la cupidité de ceux qui sont toujours opposés aux desirs et aux besoins du peuple, c'est pour nous une "nécessité urgente" de diminuer autant que possible la source de leur production, en faisant usage des produits des manufactures de notre pays, et en nous abstenant, autant qu'il est en notre pouvoir, de ceux qui paient des droits, ou qui nous viennent d'au-delà des mers. "Résolu.—Qu'après les produits de notre sol et ceux de nos manufactures, nous devons donner une préférence à ceux des Etats-Unis, qui peuvent nous être procurés sans payer de droits, et qu'il est pour nous d'une importance majeure d'entretenir des relations de plus en plus amicales avec un peuple puissant, qui, par sa position géographique et par ses institutions politiques, est notre allié naturel, et sur lequel nous pouvons compter pour cette sympathie qu'il nous est maintenant inutile de chercher ailleurs."

Extrait du Weekly Messenger de New-York.

"Trahison! Trahison!! Les éditeurs du Daily Express de New-York font tout ce qu'ils peuvent pour encourager les canadiens à se révolter contre le gouvernement britannique. L'Express est le seul journal de cette ville, et le seul que nous sachions de ce pays, qui se soit dégradé au point de se rendre l'organe de la misérable faction des mécontents français du Bas-Canada, qui à Papineau à sa tête. Ce journal croit qu'ils n'ont rien de mieux à faire qu'une révolution, et il va sans dire qu'il la leur recommande. Ce n'est pas au hasard que nous écrivons ceci; lisez les abominables lettres de leur correspondant de Montréal L. M. N. que les éditeurs de l'Express ont envoyées, et dites si nous n'avons pas raison de crier, trahison! trahison!! Le fait est que les canadiens français veulent tout mener comme ils l'entendent, tyranniser des sujets britanniques, avoir l'ascendant sur eux. Ces français se plaignent d'être taxés, tandis qu'ils proposent actuellement de payer un tribut annuel à leur chef Papineau, à l'instar du tribut O'Connell. Nous avons un peu étudié la politique canadienne, et nous n'hésitons point à dire, d'après la connaissance que nous avons du parti Papineau, que si jamais il y a une tyrannie au monde, ce sera quand ce qu'à Dieu ne plaise! il se mettra à l'œuvre sur la terre un peuple plus heureux et plus content que la généralité des canadiens; et du Canada, des habitants anglais, d'un regard fondroyant, feraient rentrer Papineau et Mackenzie dans le néant, s'ils étaient laissés à eux-mêmes. Ce sont ces deux individus qui ligés avec Hume et Roebuck de la chambre des communes, ont causé tous les troubles du Canada. Mais lord Glenelg connaît mieux ces hommes et leurs mesures qu'il ne les connaissait à pareille époque l'année dernière, et cette connaissance réglera sa conduite à leur égard. Le parti turbulent voudrait enlever les Etats-Unis comme auxiliaires, et c'est dans ce but qu'il a engagé les écrivains de l'Express pour capter la bienveillance des américains. Américains! soyez sur vos gardes : ces hommes se promettent et promettent aux autres la liberté; mais ils sont eux-mêmes esclaves de la corruption, et ils ne tarderont pas à faire de tous leurs adhérents de vils esclaves de leur avarice et de leur ambition."

Extrait de l'Evening Star de New-York.

"Que veulent donc les canadiens?..... Tournent-ils les yeux du côté des Etats-Unis soit pour rechercher une alliance avec nous, soit pour ériger leur pays en une république séparée? Ils ne gagnent rien ni à l'un ni à l'autre changement. Sans être aussi éclairés que le peuple libre de ce pays, les canadiens néanmoins jouissent de plus de vraie liberté. Ils vivent sous une monarchie constitutionnelle et ils ont un roi responsable, avec un ministre sur lequel l'opinion publique exerce un contrôle illimité. Nous, sous le nom d'une république nous avons un magistrat suprême de notre choix qui gouverne avec une verge de fer, et qui, au lieu d'être le serviteur du peuple, en est le maître. Notre président est plus puissant que le roi; il prend sur lui la "responsabilité" de mesures qui feraient monter le roi sur l'échafaud. Un tel changement de gouvernement ne procurerait, à notre avis, aucun avantage aux canadiens. "Quelques vues qu'on ait pu entretenir sur une union avec les Canadas, les hommes sages de ce pays n'y souscriraient pas. Notre territoire est déjà trop étendu pour l'administration sûre des affaires, et la perpétuité de la confédération. Nous devons nous renfermer dans nos limites si nous voulons rester unis comme un seul peuple. "Quant à l'assistance que le peuple de ce pays pourrait être disposé à donner directement ou indirectement aux canadiens pour les aider à enlever ses possessions au gouvernement britannique, nous n'y croyons aucunement. Un concours de circonstances et de considérations oblige ce pays à la plus grande bonne foi et à cultiver la plus grande harmonie avec la Grande-Bretagne. Au contraire nous ne voyons pas quel droit ont les canadiens à notre co-opération et à notre sympathie. Ils se levent contre nous jusqu'à leur dernière homme pendant la dernière guerre. Ils contribuèrent beaucoup à nous empêcher de conquérir les deux Canadas. Nous admirons la loyauté dont ils firent preuve alors, et nous leur recommandons d'y tenir strictement aujourd'hui."

Extrait du Sunday News de New York. "Si le Canada se sépare de l'Angleterre, il sera un champ ouvert à l'esprit d'entreprise des américains, et une irruption de Yankees ferait plus pour révolutionner le pays, et régénérer les ignorants canadiens français, que tous les actes et règlements du parlement. Il n'est pas improbable que sous peu d'années, ils seraient complètement exterminés. L'universelle nation Yankee les exploiterait et en déléguerait la face du globe par son industrie et son savoir-faire; c'est la chance qui leur resterait."

Nous regrettons que le manque d'espace ne nous permette pas de continuer aujourd'hui ces extraits des journaux américains; nous nous proposons d'y revenir et de montrer qu'il n'y a pas jusqu'à l'éditeur du Daily Express qui ne se moque du "grand homme" et qui ne rie dans sa barbe de la crédulité des "révolutionnaires en embryo" qui ont la simplicité de croire que c'est sérieusement qu'il a épousé leur cause. "SYMPATHIES ETRANGERES." - "NOS SEURS COLONIES." Les milices loyales du Haut-Canada manifestent leurs "sympathies" pour nos révolutionnaires en adressant des pétitions à sir Francis Head, pour demander qu'il les autorise à marcher au secours des autorités du Bas-Canada en cas de besoin. On suit comment a été traitée dans le Haut-Canada la fameuse lettre de M. Papineau. L'adresse dans laquelle l'Assemblée a cru devoir censurer formellement les doctrines du "grand réformiste" a été transmise au Roi, et sir Francis a communiqué par message à l'Assemblée, dans la courte session qui vient de clore, une dépêche du ministre, témoignant de la vive satisfaction que cette loyale adresse a causée à Sa Majesté. Dans les provinces anglaises on n'avait pas cru devoir jusqu'ici donner autant d'importance à cette circulaire malencontreuse; mais dans l'Assemblée du Nouveau-Brunswick, actuellement en session, M. Wilmot, un des membres chargés de la mission récente en Angleterre au sujet de la liste civile, a appelé l'attention de la chambre, le 10 de ce mois, sur la missive de M. Papineau de 1836, dans le but, a-t-il dit, d'obtenir une expression des sentiments de l'Assemblée du Nouveau-Brunswick sur ce sujet, afin d'encourager le parti constitutionnel dans le Bas-Canada. Les membres qui ont parlé en cette occasion ont généralement admis la convenance de la mesure. Le président de la chambre a dit cependant que c'était "une grande impertinence de la part de M. Papineau d'adresser une pareille lettre à la législature d'aucune autre colonie," mais qu'on devait "la traiter avec mépris," et manifester les sentiments de la chambre sur l'état des affaires dans le Bas-Canada, sans parler de la lettre.

ASSEMBLEE GENERALE.

Nous sommes forcés d'omettre aujourd'hui quelques centaines de signatures à la pétition; nous les donnerons jeudi avec les listes additionnelles qui n'ont pas encore été remises au bureau.

ASSEMBLEE DU COMTE DE L'ACADIE.

Le Populaire donne les détails suivants sur cette assemblée: "Si quelque chose pouvait prouver, jusqu'à l'évidence, les russes auxquelles M. Papineau et sa suite ont recours pour obtenir des simulacres d'agitation dans nos comtés, l'Assemblée qui eut lieu à l'Acadie, lundi dernier, en deviendrait une preuve sans réplique.

Cette assemblée préparée par C. H. O. Côté, M. P. P. et Merritt Hotchkiss, M. P. P., tous deux très-humbles serviteurs du grand homme, fut précédée et suivie de détails assez curieux pour mériter d'être rapportés. "Dès le matin du dimanche, le frémissement de l'agitation, les imberbes du comité central permanent, le sénat lilliputien du grand homme, s'étaient rendus, par diverses routes et en parties de plaisir, à Napierville (St-Cyprien). Ils avaient ramassé en route tous les petits agitateurs des différentes paroisses; quelques-uns avaient tenté de parader à Laprairie, dans l'espoir de former un cortège au champignon de la contrebande, qui devait arriver l'après-midi; hués et honnis par les amis de l'ordre, ils étaient partis sans succès. "M. F. S. Brown, fabricant de coppers, collaborateur du Vindicator, orateur de places publiques, membre du comité central, sergent d'armes de l'Assemblée du faubourg St-Laurent, grand-connétable chargé d'arrêter les fuyards lorsque des vaches passent, était aussi, le matin, passé par Laprairie, muni d'un long rouleau, qu'on prit d'abord pour l'état de situation de la Banque du Peuple, attendu depuis si longtemps; mais qu'on sut ensuite être l'original des résolutions à prendre. Cet important personnage prit la route de Napierville, afin de disposer les logements, tout en ruminant une correspondance au Daily Express, sur les moyens de commencer la révolution en Canada, et de surprendre des troupes britanniques, au mois de décembre prochain, alors que les raquettes pourraient être chaussées par les carabinières républicains. "Papineau mit le pied sur le bateau à vapeur de Laprairie, à quatre heures du soir, avec son ministre secrétaire du petit cabinet, le docteur O'Callaghan. Le capitaine du bâtiment eut l'impolitesse de ne point faire tirer 21 coups de canons; mais, en revanche, il fit abaisser le drapeau royal au milieu du mât, en signe de détresse, ne présumant pas qu'il pourrait être sauvé avec une semblable cargaison de contrebande. Lorsque le vaisseau toucha le quai du débarquement, on l'haussa la soupape, qui laissa échapper la vapeur; en sorte que le bruit qui accompagna la sortie du grand homme, ressembla tout à fait à un concert de sifflets. Le capitaine, probablement pour purger l'air de rébellion dont son bâtiment avait été imprégné par le séjour de l'agitateur, fit pousser trois heures pour le roi par tout son équipage, et ces cris de loyauté furent furieusement écorchés les oreilles du vainqueur des douaniers. "Une seule personne s'était avancée sur le quai pour assister au débarquement de M. Papineau, c'était M. Vital Bourassa, qui voulut faire les honneurs de sa paroisse et qui servit d'escorte aux deux illustres voyageurs. En traversant Laprairie, M. Papineau fut salué de: A bas Robespierre; il avança cette parole, comme tant d'autres, et il passa outre. Il se rendit à l'Acadie chez son parent J. Bertrand, J. P., chez lequel il passa la nuit avec son sergent. "Lundi, la paroisse de Napierville vit s'élever sur son sein deux réunions bien distinctes: l'une était composée de 250 à 300 personnes, toutes appartenantes au comté, respectables habitants, principaux électeurs, au milieu desquels se distinguaient MM. Languedoc, Boston, Brisset, et une foule d'autres sommités sociales. Ils étaient assésés à l'ancien hôtel Odell; au milieu d'eux flottait le

grand pavillon britannique, sur lequel était écrit: Union et paix. L'autre errait sur la place et comprenait environ 500 âmes, dont 200 étaient des femmes, des filles, des enfants; le reste était un amas hétérogène, dont bien peu appartenait véritablement au comté de l'Acadie; c'étaient des renforts arrivés de la partie de l'Acadie qui n'appartient pas au comté, de St-Jean, de Ste-Marie, de St-Athanase, de Chambly, de Laprairie, et de Montréal. M. Robitaille, marchand, de St-Edouard, et parent du grand homme; n'avait pu, malgré tous ses efforts, amener que deux personnes de sa paroisse. Ceux-là portaient les étendards d'usage pour toutes ces sortes d'expéditions désorganisatrices; c'est à savoir: A bas le conseil! - N'achetez point des effets sur lesquels on paye les droits! - Vive la contrebande! etc. etc. Le pavillon américain flottait majestueusement à la porte du représentant du peuple du Bas-Canada, M. Côté, comme pour faire un pendant naturel avec le sergent qu'il avait à côté de lui. "Les choses ainsi disposées, les deux troupes attendaient l'heure indiquée pour commencer la grande représentation, dont chacune avait, comme l'on voit, des acteurs et des spectateurs. "Vers dix heures et demie, le chef des contrebandiers arriva et, se trompant de groupes, il fit arrêter sa calèche de place à l'Hôtel Odell, il n'était pas encore habillé en étoile de pays, car il parait que son tailleur ne se pressa point de lui faire son uniforme; en descendant de voiture, il ôta son chapeau gris à l'O'Connell, et il ouvrit la bouche pour haranguer des remerciements, lorsqu'il aperçut M. Languedoc, qui le regardait debout, froidement et fixement; cet aspect fit sur lui l'effet de la tête de Méduse; il remit son chapeau, serra convulsivement ses lèvres et entra dans la salle sans dire un mot. "Ce fut alors que M. Languedoc commença à parler à la multitude. Il demanda aux habitants s'ils avaient à se plaindre de quelque chose et si des griefs réels leur semblaient devoir être redressés? Tous répondirent que les seuls griefs dont ils voulaient le redressement, étaient l'abolition des droits seigneuriaux et l'établissement des bureaux d'enregistrement. M. Languedoc leur demanda si leurs deux députés, élus sous la condition de réclamer l'abolition des droits féodaux, avaient fait quelque chose à ce sujet pendant tout le temps qu'ils avaient siégé à la chambre. Non! Ils ne s'étaient occupés qu'à secouer les vues de M. Papineau, qui n'entendait pas le redressement de ces deux griefs, parce qu'il était seigneur lui-même, et que sa sœur était propriétaire de l'une des plus productives seigneuries du pays. Lui, M. Languedoc, quoique seigneur, avait été le premier à adresser une pétition à la chambre pour l'abolition de ces droits, parce qu'il pensait une charge, dont l'habitant devait avoir la faculté de se libérer, et dont le remboursement produirait les résultats les plus avantageux sur la prospérité du pays. Il leur demanda s'ils étaient d'humeur de participer à une assemblée dans laquelle on appelait des étrangers au comté, pour faire nombre; dans laquelle on allait recommander la révolte, la contrebande, l'intervention étrangère et toutes les folies qui avaient déshonoré les précédentes assemblées. Il termina par dire qu'il ne retenait personne; mais que ceux qui voudraient assister à une véritable assemblée des citoyens du comté pourraient le faire lundi prochain, jour auquel on se proposait de réunir tout le monde, afin de délibérer sérieusement et sans l'intervention de gens qui n'y avaient aucun intérêt. "Pendant le discours de M. Languedoc, M. Papineau se glissa hors de l'hôtel et parvint à rejoindre ses gens sur la place. "M. Boston parla à son tour en anglais et dit à peu près ce que M. Languedoc avait expliqué en français. "Toutes ces braves gens restèrent autour de leurs amis et ne voulurent point participer aux déclarations de Papineau et de sa clique. "M. Côté vint alors pour demander si ces messieurs voulaient assister aux délibérations qui avaient lieu sur la place. M. Brisset lui répondit que puisqu'ils avaient jéré à propos d'appeler des gens étrangers au comté, il était nécessaire qu'ils donnaient des garanties que ceux qui parleraient contre M. Papineau ne seraient point insultés. M. Côté dit qu'il ne pouvait répondre de rien. Alors M. Brisset répondit que si l'on eût fait les publications exigées en pareil cas, il est probable que beaucoup plus d'habitants du comté auraient assisté à l'assemblée, que beaucoup d'habitants de la paroisse, qui ne voyait pas la nécessité d'entrer en collision avec la bande des agitateurs, mais que si ceux-ci voulaient remettre la partie à lundi prochain, on venait ce jour-là, on leur garantirait qu'ils pourraient émettre leurs opinions sans crainte d'être insultés. M. Côté se retira et personne ne le suivit. "M. Côté ouvrit alors la séance de l'agitation et dit quelques paroles qu'il est inutile de rapporter. "M. Papineau prit ensuite la parole et fit un discours qui était la répétition de ceux qu'il prononça ailleurs; il vociféra sur l'atrocité des mesures prises par le Parlement impérial, il recommanda la contrebande, il appela nos amis américains et il n'oublia rien de ce qui put contribuer à remuer les passions; les applaudissements qu'il recueillit furent rares, ils provenaient tous du frein hétérogène de l'agitation. Le docteur O'Callaghan et T. S. Brown, parlèrent aussi; puis on passa les résolutions convenues à l'avance, comme on l'a fait partout, sans qu'on puisse réellement dire que le quart des assistants y participassent. "Plusieurs habitants du comté se retirèrent pendant les procédés, pour venir joindre leurs concitoyens à l'Hôtel Odell; ils disaient hautement qu'ils ne seraient point venus s'ils eussent su ce dont il était question, qu'on voyait bien que M. Papineau voulait se faire valoir, éduquer les hommes, les faire battre pour lui en tirant tout le profit et que le pays n'en serait pas plus heureux. "Le groupe des agitateurs se dissipa et les citoyens du comté, qui étaient tous restés à la même place, retournèrent chez eux, quand la face fut jouée. "M. Papineau est revenu hier matin, tout seul, avec le docteur O'Callaghan et T. S. Brown; pendant la traversée, ces messieurs ont entendu plus d'une dure vérité, mais il leur a fallu avaler le breuvage d'amertume jusqu'à la lie."

La Minerve publie sur la même assemblée un rapport qui est un modèle parfait du style ampoulé, comme les résolutions, qu'elle donne aussi, sont un exemple frappant de la facilité avec laquelle on fait avaler aux assemblées populaires dans ce pays les faussetés les plus manifestes et les absurdités les plus palpables. "On n'entend, dit la Minerve, d'un bout à l'autre de la province qu'un long murmure d'indignation contre les résolutions-monstres, et partout le peuple couvre de sa grande voix les clameurs des rares braves. Lundi, les braves et indépendants franc-teneurs du comté de l'Acadie se réunirent au

nombre de QUATRE-MILLE, environ, sur la place publique du village de Napierville, pour prendre en considération les infâmes et iniques mesures de coercition lancées contre le pays par le ministère et l'aristocratie britanniques. "Invité par les habitants les plus influents du comté, l'honorable M. Papineau partit dimanche au soir pour se rendre à cette grande assemblée. Un grand nombre de personnes des plus respectables, tant à cheval qu'en voiture, vinrent au-devant de lui, et l'ayant rencontré vers la mi-chemin de la Prairie au village de l'Acadie, la cavalcade l'escorta processionnellement jusqu'à la demeure du major Ignace Bertrand, Blairindie, où il passa la nuit. De bonne heure le lendemain au matin (lundi) les notables des environs s'empressèrent de venir auprès de M. Papineau, qu'ils accompagnèrent jusqu'aux confins du comté, où la cavalcade de Blairindie s'accrut d'une multitude d'électeurs du comté de l'Acadie, tous à cheval et en voiture, accourus pour recevoir M. O'Connell et le conduire au lieu de l'assemblée. "Il est impossible de donner une idée du nombre précis de cette phalange patriotique. Ceux qui se trouvaient vers le centre ne pouvaient en apercevoir les extrémités, tant elle était longue et compacte. Elle se composait, au dire des personnes présentes, de 500 cavaliers, tous bien montés et de 3 à 4 cents voitures, environ. M. Papineau se trouvait entre les cavaliers et les voitures, portant drapeaux et bannières déployés. Enfin, on pourra juger du nombre de cet immense concours lorsqu'on saura qu'il couvrait un espace le plus de trois quarts de lieue, ainsi qu'a pu s'en assurer une personne de la plus haute respectabilité, par des calculs minutieux faits sur le terrain même. "Accompagné de ces honorables et fermes patriotes, M. O'Connell fit son entrée dans Napierville, où un corps nombreux d'électeurs d'autres parties du comté étaient déjà réunis, attendant l'heure fixée pour l'ouverture de l'assemblée. Arrivé en face de la demeure du docteur Côté, M. P. P., l'homme du peuple fut salué de trois salves d'applaudissements simultanés, pendant que des dames aux croisées de la maison du docteur Côté fesaient pleuvoir des tourbillons de feuilles de roses et signalaient par de gracieuses sourires et des flatteries de mouchoirs la bienvenue du défenseur indomptable de nos droits et de nos libertés. "Parmi les devises et les inscriptions des bannières celles qui suivent se faisaient remarquer: "A bas le conseil! - Point de coercition! - Lord John Russell! il a déshonoré le nom de sa famille." - Sur un pavillon noir portant une tête de mort avec des os en croix on lisait: "Craig - Dallouche! - A bas! - Godard! - Exprobration, puisse Godard être la première! - Nos enfants et nos autres manufactures domestiques!" - "Nos écoles, honte au cors s'il les a formés!" - "D'abord qu'on a droit au marche en avant!" - "Liberté, pain de la vie!" - "En avant!" - "Peuple du Canada, aide-toi, et le ciel t'aidera!" - "Papineau, l'espoir de la patrie!" - "Walter, Tracey et Duvernoy, la presse triomphera sur les chaînes!" - "Bidwell, Mackenzie et les réformistes du Haut-Canada!" - "Howe et les réformistes de la Nouvelle-Ecosse!" - "Le principe électif, voilà ce qu'il nous faut!" - "Raizeno et les patriotes officiers de milice!" - "L'union fait la force!" - "Les proclamations ne sont pas loi!" - "Peu de temps après, l'assemblée s'ouvrit. Le major J. B. Lukin fut appelé au fauteuil. A Merritt, ér., et le capitaine Dozois furent nommés vice-présidents, et C. Huot, ér., fut prié de tenir la plume en qualité de secrétaire. Ces messieurs prirent place sur un amphithéâtre disposé avec infiniment de goût et surmonté d'une couronne civique de roses, puis un drapeur porta les mots "réforme," et de trois pavillons portant les inscriptions "Droits Egaux!" - "Réforme pour le comté de l'Acadie!" - et "La chambre d'assemblée: la garde accrue et ne se rend pas!"

Le but de l'assemblée ayant été expliqué, l'honorable M. Papineau fut appelé à haute voix à porter la parole. Il se rendit au vœu de la multitude, et fit un discours des plus eloquents et qui fut écouté avec une grande attention. Les braves et les applaudissements se succédèrent sans interruption souvent l'orateur. Rien ne saurait égaler l'enthousiasme de cette glorieuse assemblée. Après M. Papineau, le docteur O'Callaghan, T. S. Brown, ér., et MM. Hotchkiss et Côté, les représentants du comté, s'adressèrent à l'assemblée, dont ils furent vivement applaudis. Après, M. Papineau fut invité avec instance à s'adresser au peuple en anglais; il se rendit à cette nouvelle invitation, et l'enthousiasme avec lequel son discours fut accueilli surpassa tout ce qu'on peut dire."

Le Canadien verra par le Populaire d'hier, qu'indépendamment des chants de victoire du Libéral et de la Minerve, nous n'avons pas été les seuls à voir dans le rapport sur l'Assemblée de Deschambault une défaite plutôt qu'un triomphe pour MM. Huot et Larue. Nous nous proposons de revenir sur cette assemblée quand nous aurons vu les explications que M. Morin nous promet dans le Libéral.

AVIS.

LEU SAMUEL NEILSON, de la ville de Québec, imprimeur-libraire-papetier, ayant fait donation de tous ses biens au soulagement pour lui et ses veuves et enfants, l'établissement qui était conduit de devant par le dit SAMUEL NEILSON, continuera de l'être au nom du soulagement, jusqu'à nouvel avis, par son père JOHN NEILSON, comme fondé de pouvoirs du soulagement et comme légalement autorisé pour les intéressés; et toutes personnes ayant des demandes à former contre le dit SAMUEL NEILSON, sont priées de présenter leurs réclamations en forme au bureau, sans délai, et toutes personnes qui doivent au dit SAMUEL NEILSON, ou à la ci-devant société de NEILSON & COWAN, sont priées de payer au dit JOHN NEILSON, qui est délégué autorisé à donner quit-tances. WILLIAM NEILSON. Québec, ce 24 juillet 1837.

SEMINAIRE DE NICOLET.

LES parents des élèves du séminaire de Nicolet et les amis de l'éducation sont informés que les exercices littéraires de ce séminaire auront lieu le 9 et le 10 août prochain. La première séance commencera le NEUF à DIX heures et DEMIE après-midi, la seconde le DIX à HUIT heures et DEMIE du matin; la troisième le même jour à UNE heure et DEMIE après-midi. Cette dernière séance sera terminée par un plaidoyer suivi de la distribution des prix. Les vacances commenceront le 11 à 7 heures du matin, et la rentrée des élèves aura lieu le 2 octobre prochain. J. O. LEPROHON, Proc., directeur. Séminaire de Nicolet, 22 juillet 1837.

MADRIERS DE PIN ET DE PINETTE.

A VENDRE.—Madriers de pin brillants et fleutés, de toute qualité. —AUSSI— Dito d'épinette brillants, fraîchement sciés. Wm. PHILLIPS, Rue de la Vallée Douane, Québec, juin et 1837.

